

d'alors ne leur permirent pas d'y songer sans avoir à changer les règlements de l'ordre. Ce ne fut qu'environ un siècle après ; et il nous a été donné d'en être les témoins, qu'ils purent ouvrir leurs écoles ; nous verrons plus tard avec quel succès.

Nos campagnes se trouvèrent donc alors livrées à elles-mêmes.

M. de Vaudreuil, qui était à la tête du gouvernement s'en était occupé un instant. Car on voit, qu'en 1722, il établit huit maîtres d'école dans différentes parties du pays. Quelques bons curés en outre, occupaient leurs loisirs à apprendre à lire et à écrire aux enfants des environs de leur presbytère ; et trois ou quatre Moines mendians allaient de porte en porte et y laissaient des lambeaux d'instruction pour prix de l'hospitalité qu'ils recevaient. Il n'y avait point de système. Tout était laissé à la générosité des individus ; et comme on peut le voir, l'ignorance la plus complète pesait sur nos malheureuses campagnes. Quelques chiffres feront voir l'étendue du mal.

En 1721, plus d'un siècle après la fondation de Québec et près de deux cents ans après le premier voyage de Jacques Cartier, la population du Canada ne s'élevait pas à 30,000 âmes ; et la moitié de ce chiffre était comprise dans les villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal ; l'autre moitié habitait les 72 paroisses qui subdivisaient les trois grands gouvernements de la Nouvelle-France. Quarante ans plus tard, lors de la cession du pays à la Couronne d'Angleterre, cette population qui s'était portée au chiffre de 70,000 âmes, se trouvait disséminée depuis le fort Frontenac, aujourd'hui Kingston—130 lieues au-dessus de Québec, jusqu'à 50 lieues au sud, et 20 lieues au nord, au-dessous.

Pour une population aussi minime, disséminée sur une étendue de pays aussi vaste, était-il bien facile de faire progresser l'éducation ? Pouvait-on réunir en un seul lieu un assez grand nombre d'enfants pour pouvoir utiliser les leçons d'un bon instituteur ? non : la pauvreté de nos campagnes, où tous les bras ceux même de l'enfance, étaient nécessaires, la brièveté de l'été qui forçait le cultivateur à trouver dans les travaux des quatre mois, les moyens de subsister pendant les huit autres et par-dessus tout la sévérité du climat jointe à l'isolement des habitations, devait jeter et maintenir longtemps nos campagnes dans cet état d'ignorance dans lequel les surprit la cession du pays.

C'est ici que se déroule la partie sombre de notre histoire. Et si jamais notre existence comme colons français a été menacée, attaquée, persécutée, si elle a jamais été près de sa ruine, ce fut durant les trente années qui suivirent la journée mémorable des Plaines d'Abraham.

VII.

Les luttes et les rivalités, les victoires et les défaites, les gloires et les hontes de plusieurs siècles, le fanatisme, l'intolérance, les haines religieuses et nationales des deux plus puissantes nations du monde s'étaient donné rendez-vous sur un coin des terres que Christopho Colomb venait d'ouvrir à la civilisation, et les rejets de ces deux frères nations ne se trouvaient plus séparés aujourd'hui que par une ligne imaginaire. L'Angleterre y avait versé des colons hardis et indépendants qui ne voulaient, en descendant sur les côtes du Massachusetts, que penser et travailler librement. La France au contraire, animée de l'esprit qui la travaillait alors, avait songé trop longtemps à n'établir que des missions sur le St. Laurent et le Mississippi, et quand arriva le jour où elle devint sensible aux avantages que la Nouvelle France pouvait offrir à son industrie et à son commerce, déjà elle faiblissait avec Louis XIV, et entraînait dans la période de mollesse et de honte du règne de Louis XV.

Arriva alors ce qui était inévitable : le plus faible des colons succomba et fut livré à la merci du plus fort.

Oh ! les angoisses et les alarmes de nos pères furent grandes alors. Ils se voyaient tout à coup abandonnés de ceux mêmes sur lesquels ils devaient le plus compter : les marchands, les hommes de lois et la plupart des familles notables qui avaient eu leur confiance dans des temps meilleurs, fuyaient aujourd'hui vers la France avec nos soldats vaincus. Ils voyaient devant eux le sort inévitable des pauvres acadiens que les mêmes vainqueurs avaient, quelques années auparavant, arrachés à leurs foyers et distribués forcément dans la colonie anglaise. Ils voyaient leurs terres pillées et ravagées, le pays, épuisé, ruiné par la mauvaise administration qui cessait, bouleversé, morcelé par celle qui lui succédait, leurs lois et leurs coutumes abolies et remplacées par une jurisprudence inconnue, écrite et administrée dans une langue inconnue, leurs magistrats et capitaines de milice destitués parce qu'ils étaient catholiques et à leur place les vivandiers et les fournisseurs de l'armée anglaise, qui, devenus magistrats, les maltraitaient et les tyrannisaient. Ils voyaient leur religion, leurs églises, leurs institutions de charité et d'éducation à la merci d'un gouvernement qu'ils ne connaissaient jusque-là que par les persécutions dont il avait abreuvé la catholique Irlande. Et comme prélude des traitements qui leur étaient réservés, ils virent la jeunesse canadienne, chassée du collège des Jésuites et remplacée par des soldats ; ils virent la dotation sacrée de cette institution détournée de sa destination et ad-